

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/86

9 décembre 1998

(98-5013)

Conseil du commerce des services

Original: français

## COMMUNICATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

### CERTIFICATION

#### Listes Révisées d'Engagements Spécifiques et d'Exemption de l'Article II (NPF) concernant les Services Financiers

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a communiqué à l'OMC les projets ci-joints des listes d'engagements spécifiques et d'exemption de l'Article II concernant les services financiers en demandant que les dispositions appropriées soient prises pour que les projets soient incorporés à la liste d'engagements spécifiques et à la d'exemption de l'article II au titre de l'Accord général sur le commerce des services (document GATS/SC/23 et GATS/EL/23) et qu'il en fasse partie intégrante.

Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire communique ci-joint aux membres de l'Organisation mondiale du commerce, l'offre initiale amendée de la Côte d'Ivoire, concernant sa liste d'engagements spécifiques ainsi que sa liste d'exemptions de l'article II (NPF).

Cette offre initiale porte essentiellement sur les services financiers suivants:

- (1) Services d'assurance et services connexes:
  - (a) Assurance directe sur la vie;
  - (b) Assurances directe autre que sur la vie;
  - (c) Services de réassurance et de rétrocession;
  - (d) Intermédiation en assurance : courtage et agence.
- (2) Services bancaires et autres services financiers à l'exclusion des assurances:
  - (a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public;
  - (b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales;
  - (c) Tous services de règlements et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires chèques de voyage et traite.

S'agissant de la liste finale d'exemptions de l'article II de l'Accord général sur les services, la Côte d'Ivoire a pris ces dispositions pour préserver et garantir les mesures préférentielles existantes, applicables conformément aux textes des accords instituant:

- la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA);
- l'Union monétaire ouest africaine (UMOA);

- l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA);

et de ceux, régissant les compagnies communes de réassurances des états membres de la CICA (CICARE) ou de l'OUA (AFRICARE).

L'Accord portant création de l'UEMOA, étant de portée générale, les textes spécifiques qui régissent les services boursiers concernent la Convention portant création du Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers et ses textes d'application. Cette convention a été signée le 3 juillet 1996 et ratifiée par l'ensemble des pays de l'UMOA.

La description de la dernière mesure (service boursiers) contenue dans la liste d'exemptions NPF déposée par la Côte d'Ivoire le 12 décembre 1998 (document S/L/48) a donc été modifiée pour mieux identifier la source juridique de la mesure (au lieu de "mesures préférentielles prises conformément à l'accord instituant l'Union économique et monétaire ouest africaine", "mesure préférentielles prises conformément à la Convention portant Création du Conseil régional de l'épargne Publique et des marchés financiers") Cette modification n'affecte ni le champ, ni la portée de la mesure.

S'agissant des requêtes des autres Membres de l'OMC, adressées au Gouvernement de la Côte d'Ivoire en matière d'offre de concessions sur les services financiers, la Côte d'Ivoire tient à relever:

Qu'elle a largement tenu compte dans son offre des préoccupations de leurs gouvernements pour ce qui concerne l'accès aux marchés et le traitement national.

La présence commerciale des entreprises exerçant les activités bancaires et d'assurances reste toutefois soumise à des critères liés à la forme juridique de ces sociétés ainsi qu'à la moralité de leurs dirigeants.

Les mesures d'exemptions à consolider au titre de l'article II de l'Accord Général sur les Services ont pour objet de sauvegarder les intérêts de la Côte d'Ivoire et de ses partenaires des zones monétaires, économiques et culturelles auxquelles elle appartient.

---

Par conséquent, si aucune objection n'est communiqué au Secrétariat dans les 90 jours à compter de la date de la présente communication, les listes d'engagements spécifiques et d'exemption de l'article II concernant les services financiers ci-jointes seront réputées faire partie intégrante de la liste d'engagements spécifiques et de la liste d'exemption de l'article II de la Côte d'Ivoire au titre de l'AGCS.

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

(98-0000)

---

Commerce des services

## LA COTE D'IVOIRE

### Liste d'engagements spécifiques

#### Supplément 2

(Seul le texte français fait foi)

---

## COTE D'IVOIRE – LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>			
(a) Assurance sur la vie	(1) Conformément aux dispositions du Code des assurances de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA), les contrats d'assurance concernant une personne, un bien ou une responsabilité située en Côte d'Ivoire, ne peuvent être souscrits qu'auprès des organismes agréés pour pratiquer des opérations d'assurance en Côte d'Ivoire.	(1) Aucune	
(b) Assurances autres que sur la vie	(2) Non consolidé	(2) Non consolidé	
	(3) Les activités d'assurance d'une entreprise étrangère ne peuvent être exercées que sous forme de filiale agréée ou de succursale agréée. L'obtention de l'agrément est conditionnée par l'honorabilité, la qualification, les garanties financières apportées et un examen des besoins économiques.	(3) Aucune	
	(4) Non consolidé sauf pour le personnel employé par les sociétés d'assurance	(4) Conformément aux dispositions du Code des assurances CIMA, le mandataire général d'une succursale de société d'assurance étrangère doit avoir son domicile et résider en Côte d'Ivoire depuis six mois.	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national		Engagements additionnels
(c)	Services de réassurance et de rétrocession	(1)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	(1)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	
		(2)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	(2)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	
		(3)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	(3)	Non consolidé pour les cessions obligatoires	
		(4)	Non consolidé	(4)	Non consolidé	
(d)	Intermédiation en assurance: courtage et agence	(1)	- Obligation est faite aux courtiers d'obtenir un agrément du Ministre en charge du secteur des assurances pour le placement des risques de toutes natures situés en Côte d'Ivoire et de justifier d'un établissement permanent en Côte d'Ivoire.	(1)	Aucune	
		-	Obligation est faite aux agents d'obtenir un mandat d'une société d'assurance agréée, de justifier d'un établissement permanent en Côte d'Ivoire et d'obtenir une carte professionnelle du Ministre en charge du secteur des assurances.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
.	<p>(2) Non consolidé</p> <p>(3) - En ce qui concerne les courtiers, l'obtention de l'agrément est conditionnée par l'honorabilité, la qualification et les garanties financières apportées.</p> <p>- En ce qui concerne les agents, la délivrance de la carte professionnelle est conditionnée par l'honorabilité et la capacité.</p> <p>(4) Non consolidé</p>	<p>(2) Non consolidé</p> <p>(3) Aucune</p> <p>(4) Non consolidé</p>	
B. <u>Services bancaires et autres services financiers à l'exclusion des assurances</u>			
(a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public	<p>(1) Aucune</p> <p>(2) Les opérations de dépôts à l'étranger (pays hors de la zone franc) nécessitent l'autorisation préalable du Ministre chargé des finances, exceptés les dépôts effectués par les banques et établissements financiers, qui sont soumis au contrôle de la Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest.</p>	<p>(1) Aucune</p> <p>(2) Aucune</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>(3) L'agrément pour l'exercice d'une activité bancaire est prononcé par arrêté du Ministre des finances après avis conforme de la Commission bancaire.</p> <p>L'obtention de l'agrément est conditionnée par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'honorabilité;</li> <li>- l'expérience des personnes appelées à diriger, administrer ou gérer la banque ou l'établissement financier et ses agences;</li> <li>- les garanties financières apportées par les actionnaires et l'aptitude de l'entreprise à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire et une sécurité suffisante de la clientèle.</li> </ul> <p>Les banques doivent être constituées sous forme de sociétés anonymes à capital fixe qui ont leur siège social en Côte d'Ivoire.</p> <p>La collecte de dépôts peut également être effectuée par des sociétés coopératives ou mutualistes à capital variable après agrément du Ministre des finances suite à l'avis conforme de la Commission bancaire. L'obtention de l'agrément est conditionnée par l'honorabilité, la qualification et les garanties financières apportées.</p>	<p>(3) Aucune</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales	(4) Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité d'un pays membre de l'Union monétaire ouest africaine à moins qu'il ne jouisse en vertu d'une convention d'établissement, d'une assimilation aux ressortissants de l'UMOA. Le Ministre des finances peut accorder sur avis conforme de la Commission bancaire des dérogations individuelles.  Les personnes physiques ne peuvent accepter des dépôts du public.	(4) Aucune	
	(1) Non consolidé	(1) Non consolidé	
	(2) Non consolidé	(2) Non consolidé	
	(3) Les opérations de crédit de tout type ne peuvent être effectuées que par les banques et établissements financiers agréés ainsi que les institutions mutualistes d'épargne et de crédit. L'agrément pour l'exercice de ces activités est prononcé par arrêté du Ministre des finances après avis conforme de la Commission bancaire.	(3) Aucune	



Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>L'obtention de l'agrément est conditionnée par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'honorabilité;</li> <li>- l'expérience des personnes appelées à diriger, administrer ou gérer la banque ou l'établissement financier et ses agences;</li> <li>- les garanties financières apportées par les actionnaires et l'aptitude de l'entreprise à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire et une sécurité suffisante de la clientèle.</li> </ul> <p>Les banques doivent être constituées sous forme de sociétés anonymes à capital fixe qui ont leur siège social en Côte d'Ivoire.</p> <p>(4) Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité d'un pays membre de l'Union monétaire ouest africaine à moins qu'il ne jouisse en vertu d'une convention d'établissement, d'une assimilation aux ressortissants de l'UMOA. Le Ministre des finances peut accorder sur avis conforme de la Commission bancaire des dérogations individuelles.</p>	<p>(4) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(c) Tous services de règlements et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites	<p>(1) Non consolidé</p> <p>(2) Non consolidé</p> <p>(3) L'exercice de ces activités est dévolu à l'Administration des postes et aux établissements bancaires. Ces derniers doivent obtenir, en sus de l'agrément de banque, un agrément en qualité d'intermédiaire habilité à exécuter des règlements avec l'étranger, délivré par le Ministre chargé des finances.</p> <p>En outre, un agrément spécifique du Ministre est requis pour l'émission de cartes de crédit.</p> <p>L'obtention de l'agrément est conditionnée par:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'honorabilité;</li> <li>- l'expérience des personnes appelées à diriger, administrer ou gérer la banque ou l'établissement financier et ses agences;</li> <li>- les garanties financières apportées par les actionnaires et l'aptitude de l'entreprise à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire et une sécurité suffisante de la clientèle.</li> </ul> <p>Les banques doivent être constituées sous forme de sociétés anonymes à capital fixe qui ont leur siège social en Côte d'Ivoire.</p> <p>(4) Non consolidé</p>	<p>(1) Non consolidé</p> <p>(2) Non consolidé</p> <p>(3) Aucune</p> <p>(4) Non consolidé</p>	

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

(98-0000)

---

Commerce des services

## LA COTE D'IVOIRE

### Liste d'exemption de l'article II (NPF)

#### Supplément 1

(Seul le texte français fait foi)

---

# COTE D'IVOIRE - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS A L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services d'assurance et services connexes	Mesures préférentielles prises conformément à l'accord instituant la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA)	Les états membres de la zone franc	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale en matière d'assurance
Services de courtage et d'agence en matière d'assurance	L'accès au marché ivoirien des services d'agence et de courtage des personnes physiques étrangères est fonction des possibilités d'accès réciproques des prestataires ivoiriens dans les pays considérés	Tous les pays	Indéfinie	Améliorer les conditions d'accès des prestataires ivoiriens à l'étranger
Réassurance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cession obligatoire à la CICA-RE d'au moins 5% des primes émises non automobiles des succursales des sociétés étrangères opérant en Côte d'Ivoire</li> <li>- Cession obligatoire à la CICA-RE d'au moins 15% sur les traités de réassurance des sociétés de droit ivoirien</li> </ul>	Les états membres de la zone franc	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale du marché de la réassurance

<b>Secteur ou sous-secteur</b>	<b>Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II</b>	<b>Pays auxquels la mesure s'applique</b>	<b>Durée projetée</b>	<b>Conditions qui rendent l'exemption nécessaire</b>
Réassurance	Cession obligatoire à AFRICA-RE de 5% sur les traités de réassurance souscrits par les organismes d'assurance opérant en Côte d'Ivoire	Les états membres de l'Organisation de l'Unité africaine	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale du marché de la réassurance
Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public	Les opérations de dépôt auprès d'une banque située dans l'UEMOA effectuées par un résident sont dispensées de l'autorisation du Ministre des finances	Les états membres de l'UEMOA	Indéfinie	Promouvoir l'intégration sous-régionale en matière bancaire
Services bancaires	Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier, ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité d'un pays membre de l'Union monétaire ouest africaines (UMOA)	Les états membres de l'UMOA	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale en matière de services bancaires
Services bancaires	Mesures préférentielles prises conformément à l'accord instituant l'UMOA	Les états membres de l'UMOA	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale en matière de services bancaires
Services boursiers (points X à XIV de la liste des secteurs figurant dans l'annexe sur les services financiers)	Mesures préférentielles prises conformément à la Convention portant création du conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers	Les états membres de l'UEMOA	Indéfinie	Promouvoir l'intégration régionale et sous-régionale en matière de services boursiers